

JEUDI 26 MAI 2016

SOMMAIRE

- 1) Pourquoi
- 2) Elles s'étendent
- 3) Plus loin pour lui
- 4) Le patronat s'inquiète



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Loi Travail : pourquoi la CGT durcit le mouvement



Un militant de la CGT alimente les flammes d'une barricade devant un dépôt de carburant, à Donges (Loire-Atlantique), le 19 mai 2016. (STEPHANE MAHE / REUTERS)

En pointe de la contestation, le premier syndicat de France est à la manœuvre dans le blocage des raffineries.

Face à ce que nous demandons, c'est-à-dire l'écoute de ceux qui ne sont pas contents, on choisit de bomber le torse, gonfler les muscles. Que le gouvernement écoute, que le président de la République écoute plutôt que de choisir la force !" Invité de RTL lundi 23 mai, Philippe Martinez est resté ferme. Pour le secrétaire général de la CGT, qui compte prendre la tête de la prochaine journée nationale de mobilisation, jeudi, seul compte le retrait du projet de loi Travail.

Face à l'intransigeance du gouvernement, la centrale syndicale a choisi de montrer à son tour les muscles : depuis plusieurs jours, elle est à la manœuvre des blocages de raffineries et dépôts de carburant. Pourquoi avoir choisi cette stratégie ?

Parce que c'est son dernier espoir pour contrer la loi Travail

Une pétition signée 1,3 million de fois et près d'une dizaine de journées de mobilisation n'ont pas suffi à enterrer la loi Travail. Difficile pourtant d'affirmer que le mouvement "s'essouffle", tant les chiffres de la participation aux manifestations en France sont variables. Il y a certes eu un pic de mobilisation, le 31 mars, avec 1,2 million de manifestants dans toute la France selon les organisateurs (390 000 selon la police), mais les autres dates n'ont jamais rassemblé plus de 500 000 personnes, même selon les estimations hautes des syndicats. Le dernier rendez-vous, le 17 mai, a réuni tout au plus 220 000 opposants à la loi El Khomri, 68 000 selon le ministère de l'Intérieur. Et les syndicats opposés au texte appellent à une nouvelle journée de grève jeudi 26 mai.

"Dans la fonction publique, les préavis de grève ne prennent pas", écrit La Croix. Alors les organisations opposées au texte, CGT en tête, cherchent d'autres moyens de peser et "d'installer le mouvement dans la durée". Car un long cheminement parlementaire attend encore la loi, qui ne devrait pas être promulguée avant fin août. Or, dans les raffineries, la CGT, majoritaire, peut compter sur la Fédération nationale des industries chimiques (Fnic), l'une des plus radicales. Selon un dirigeant d'un syndicat réformiste, cité par Libération, le blocage des raffineries et dépôts de pétrole est pourtant un aveu de faiblesse : "Le

signe qu'ils sont minoritaires. Ils se radicalisent d'autant plus qu'ils sont peu nombreux."

La CGT prend donc le risque de se mettre à dos une partie de la population, pourtant majoritairement opposée à la loi Travail, en fermant le robinet d'essence. "Pour que le gouvernement nous entende, il faut qu'on touche au porte-monnaie", estime Franck Barbay, secrétaire du comité central d'entreprise de la Compagnie industrielle du Havre (CIM), interrogé par Le Journal du dimanche. Sur la seule plateforme Total de Normandie, plus grande raffinerie de France, la cessation d'activité représente 2 millions d'euros de pertes par jour. "Ça va coûter des points de croissance", reconnaît Thierry Defresne, délégué CGT, toujours dans Le JDD.

Pour tenter de fédérer ses troupes

La centrale de Montreuil n'est pas épargnée par la crise du syndicalisme : alors qu'elle comptait plus de 3 millions d'adhérents en 1953, la CGT ne comptabilisait en 2014 qu'à peine plus de 680 000 membres. Mais, ces dernières années, le plus vieux syndicat français a connu des turbulences internes que le durcissement du conflit avec le gouvernement a reléguées au second plan.

Le départ de Bernard Thibault, qui a quitté la CGT en 2013 après en avoir été à la tête durant quatorze ans, a ouvert une crise de direction au sein de la centrale. Les adhérents restent échaudés par le scandale qui a visé son successeur, Thierry Lepaon, incarnation d'une ligne réformiste qui divisait les troupes. Intrônisé à la tête de la CGT en 2013, il avait dû démissionner après que Le Canard enchaîné eut révélé que le syndicat avait pris en charge le coût des rénovations de son appartement et de son bureau.

Elu en catastrophe début février 2015 pour prendre la relève, Philippe Martinez a misé sur une ligne dure pour être reconduit lors du congrès de la CGT organisé à Marseille en avril. Une manière de remobiliser sa base, estime Le Figaro (article payant) : "Pour ressouder les troupes, rien de mieux que de se trouver un ennemi commun : en l'occurrence, le gouvernement." Le nouveau patron du syndicat est même allé jusqu'à s'afficher en une du Journal du dimanche en train de jeter un pneu dans le brasier allumé devant le dépôt pétrolier Total d'Haulchin (Nord). "Du jamais-vu", selon un expert social cité par le quotidien conservateur.

Parce qu'elle se sent menacée par la CFDT

Ce durcissement de la ligne politique de la CGT s'explique également par la concurrence grandissante des organisations plus modérées au sein du paysage syndical français. "Même si elle reste la première centrale syndicale, [la CGT] perd des parts de marché au bénéfice des syndicats réformistes, même dans ses bastions comme la SNCF ou EDF, au profit de la CFDT, voire, chez Renault, de la CFE-CGC", analyse dans Le Parisien (article payant) Raymond Soubie, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy sur les questions sociales.

La dernière mesure d'audience de la représentativité syndicale, qui agrège les scores enregistrés par les différentes organisations lors des élections professionnelles, sonne à cet égard comme un avertissement pour la CGT. En 2013, elle réunissait 26,77% des suffrages, talonnée par la CFDT et ses 26%. A quelques jours du congrès de Marseille, au cours duquel il a été reconduit dans ses fonctions, Philippe Martinez expliquait à la presse spécialisée que la CGT risquait de perdre son titre de premier syndicat de France au début de l'année 2017. En cause : l'impossibilité, pour un grand nombre de salariés, de se tourner vers la CGT, implantée dans moins d'entreprises que la CFDT.

On a fait une analyse pointue, et on constate – c'est le plus gros problème – qu'il y a un différentiel de 300 000 électeurs entre la CFDT et nous, ce qui signifie que ce sont 300 000 électeurs qui peuvent voter pour la CFDT et pas pour la CGT.

Philippe Martinez devant l'Association des journalistes de l'information sociale

Le patron de la centrale s'inquiète d'autant plus qu'il sait que sa concurrente a les faveurs du gouvernement. Au moment d'annoncer le recours au 49.3 à l'Assemblée nationale, Manuel Valls n'a ainsi pas manqué de vanter le "compromis" obtenu sur la loi Travail avec les syndicats qu'il a qualifiés de "réformistes". "A un an de la présidentielle, François Hollande et Manuel Valls veulent parfaire leur image sociale-démocrate, revivifier le dialogue social", analyse Cécile Cornudet dans Les Echos. Pour l'éditorialiste, cette stratégie échaude la CGT, qui "se sent en danger et sort les griffes". "[Elle] n'a plus les moyens de susciter une mobilisation d'ampleur et

et d'engager une vraie guerre, alors elle choisit la guérilla. Médiatique et sociale."

Parce que le texte de loi la pénalise directement

La CGT demande le retrait de l'intégralité du projet de loi Travail. Mais un point particulier du texte risque de lui coûter cher. La confédération souligne que dans cette nouvelle mouture du Code du travail, "c'est l'accord d'entreprise qui prévaut sur l'accord de branche ou la loi, même quand il est moins favorable". Dans les entreprises sans représentation syndicale, les employeurs pourront négocier directement avec des salariés "mandatés" par un syndicat, "qui ne bénéficieront pas des droits et protections des élu.e.s et syndicats, et seront davantage sous pression de l'employeur", fait valoir la CGT.

Ce changement ne va pas arranger les affaires de la confédération, implantée dans un moins grand nombre d'entreprises que la CFDT. "C'est l'essence même de la CGT qui est en jeu et son positionnement contestataire", analyse un ministre, dans Le JDD. Une position plus facile à tenir à l'échelle nationale et lors de négociations de branche qu'au sein d'une entreprise où "de plus en plus de négociations servent d'abord à imposer aux salariés un ensemble de sacrifices (sur leurs rémunérations, leur temps de travail, etc.) en échange de la promesse donnée (mais pas toujours respectée !) de maintenir l'emploi", explique Baptiste Giraud, maître de conférences en sciences politiques à Marseille, sur son blog.



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Les grèves s'étendent à de nouveaux secteurs

Par Mathilde Goanec

Malgré les tentatives gouvernementales pour isoler la CGT, le blocage de l'économie monte en puissance. RATP, EDF, SNCF, contrôleurs aériens... Mercredi, la fédération FO énergie et mines s'est associée aux journées de grève et de manifestations du 26 mai et 14 juin.

« Il était 4 h 30, on était encore bien 200 sur le barrage, et les gardes mobiles ont chargé, sans aucune sommation. On a eu droit à toute la panoplie : grenades lacrymogènes, Flash-Ball, canons à eau... » Yann Manneval, secrétaire de l'union locale CGT de Martigues, l'un des "bloqueurs" de Fos-sur-Mer, raconte l'ampleur de l'intervention policière dans les Bouches-du-Rhône, mardi matin, contre les deux barrages érigés à l'entrée de la raffinerie et du dépôt pétrolier, sous la surveillance de drones et d'un hélicoptère.

Une intervention « extrêmement violente », pour Emmanuel Lépine, secrétaire fédéral de la branche pétrole de la CGT, qui parle de blessés du côté des syndicalistes, ce que ne confirme pas Yann Manneval. « On n'a personne à l'hôpital, même s'il y a bien eu des coups de matraque, ainsi que pas mal de nausées dues aux lacrymos. »

La préfecture évoque sept blessés légers pour les forces de l'ordre. « Malgré la résistance des grévistes, les forces de l'ordre ont pu libérer les sites sans incident et avec beaucoup de sang-froid, essuyant de très nombreux jets de projectiles et devant faire face à des obstacles disposés sur leur progression dont des feux de pneus et de palettes », relate le communiqué de presse de la préfecture.

Vidéo du "Huffington Post" sur l'évacuation de Fos-sur-Mer © Le Huffington Post

<https://youtu.be/9WcXZOK6bbU>

Après ce réveil en fanfare, la tension n'est pas redescendue : les manifestants délogés ont gagné au petit matin la maison des syndicats à Fos-sur-Mer, vite rejoints par de nouvelles unités de gardes mobiles. « D'autres militants nous ont accueillis, alertés par ce qui s'était passé au blocage, poursuit Yann Manneval.

Les forces de l'ordre ont encerclé les lieux, nous poussant à l'intérieur. Je crois que c'est la première fois que ça arrive, une maison des syndicats envahie jusqu'au 1er étage par les gaz lacrymogènes et encerclée par des gardes casqués, bouclier au poing. » Une heure et demie plus tard, le local est finalement libéré, de même que les cinq militants arrêtés un peu plus tôt.

Le gouvernement a dit, à plusieurs reprises, qu'il n'hésiterait pas à intervenir pour lever les blocages, et tient pour le moment sa ligne dure. « La CGT trouvera une réponse extrêmement ferme de la part du gouvernement.

Nous continuerons à évacuer les sites bloqués par cette organisation », a ainsi assuré Manuel Valls, mardi matin sur Europe 1. La menace de pénurie, alimentée par le récit non-stop des stations-service prises d'assaut par les automobilistes, sert de justification, même si pour le moment seuls 25 % des points de distribution semblent concernés.

Pas sûr que la stratégie soit efficace. Toutes les raffineries françaises sont désormais en grève, les deux dernières ayant embrayé en réaction à l'intervention musclée de mardi matin dans les Bouches-du-Rhône, et les blocages pourraient eux aussi se poursuivre sur les dépôts de carburant, comme ce mardi à Brest ou Lorient. À Fos-sur-Mer, les salariés de la raffinerie Exxon Mobil n'étaient pas encore mobilisés, c'est le récit de mardi qui les a décidés.

Même émotion dans une autre raffinerie du groupe à Notre-Dame-de-Gravenchon, en Seine-Maritime, où la grève a été votée en solidarité. « Valls et Vidalies [le ministre des transports – ndlr] peuvent faire tout le buzz qu'ils veulent, le résultat c'est que les camions rentrent mais comme le personnel de l'expédition est en grève, ça ne change rien », note Emmanuel Lépine. Au Havre, les salariés d'Exxon ont voté à 50 % pour la poursuite du mouvement, et ceux de la CIM à 95 %. À Grandpuits, dans la Meuse, 60 % des 284 salariés qui se sont exprimés ont voté pour un arrêt total de la raffinerie, à l'appel des syndicats CGT et FO.

Engagés à des degrés divers, les salariés des plus grands ports de France pourraient bien aussi être touchés par l'effet domino. À Marseille, les dockers, partis initialement pour une grève de 24 heures à compter du 26 mai, ont voté mardi pour un mouvement de 48 heures, et les portuaires sont en grève illimitée depuis dimanche soir.

Au Havre (lire ici notre reportage), la consigne nationale de grève massive les 26 mai et 14 juin prochains devrait être suivie, avec possibilité de reconduction entre ces deux dates. « L'activité sera à zéro dans la plupart des ports », a déclaré au Monde Tony Hautbois, secrétaire général de la fédération des ports et docks.

« Traumatisés par l'échec de 2010 »

Le durcissement, manifeste, du mouvement dans la raffinerie, la pétrochimie et l'activité portuaire, semble faire tache d'huile dans d'autres secteurs stratégiques. La CGT cheminots, aux prises avec sa propre négociation sur le statut des travailleurs du rail, vient de rejoindre la position de Sud Rail et appelle désormais à une grève reconductible à partir du 31 mai.

« C'est clair que la loi Travail bouscule un peu notre agenda revendicatif, mais ça ne veut pas dire qu'on va rester dans notre coin, expliquait un cheminot normand, jeudi dernier. Nous savons bien que le décret socle qu'ils nous préparent et la loi Travail, c'est le même topo. Début juin, si ça ne bouge toujours pas pour nous, on va monter d'un cran. »

Également engagés dans une négociation sociale difficile depuis l'an dernier (lire ici notre papier), les syndicats de l'aviation civile ont fini par embrayer et appellent à la grève les 3, 4 et 5 juin prochains. Enfin, les adhérents CGT à la RATP se lancent aussi dans une grève illimitée à partir du 2 juin.

Enfin, la CGT-énergie a décidé de lancer elle-même aussi un appel au personnel d'EDF pour compliquer la production électrique jeudi, journée d'action syndicale dans l'ensemble du pays, en organisant des grèves dans les centrales nucléaires. Des barrages sont prévus devant un certain nombre de sites. « Jeudi, nous appelons le personnel à participer au mouvement et à faire monter la pression, que ce soit par des baisses de charge ou des coupures sur le réseau », a déclaré la CGT à Reuters.

Ailleurs, c'est plus compliqué. Même si Philippe Martinez, secrétaire national de la CGT, a appelé sur BFM-RMC à « une généralisation des grèves partout en France », la grève ne décolle pas dans un certain nombre de secteurs. Les postiers sont essorés par les restructurations internes subies depuis des mois, l'enseignement s'épuise dans sa contestation de la réforme du collège, la fonction publique dans son ensemble peine à se mobiliser, loin statutairement des enjeux de la loi sur le travail.

« L'opinion publique est clairement défavorable à la loi, c'est net, mais dans un certain nombre d'entreprises, les difficultés à se mobiliser sont réelles, explique l'un des animateurs du collectif. On bloque tout. Les gens sont traumatisés par l'échec de 2010 sur les retraites. » Par ailleurs, la faible syndicalisation générale des salariés français, notamment dans les secteurs les plus précarisés, ne favorise pas non plus les mouvements de masse.

Emmanuel Lépine, de la CGT raffinerie, est quant à lui bien conscient du risque que prend la CGT à laisser partir seuls les gros bastions, sans un élargissement réel du mouvement. « Pas question d'aller une nouvelle fois à l'abattoir. Là, on ouvre une fenêtre de tir pour l'ensemble des salariés, pour leur donner confiance, en leur disant "ça monte en puissance, profitez-en !". Mais si d'ici à deux semaines, ce n'est pas plus fort ailleurs en termes de grève, alors on prendra nos responsabilités. »

Le gouvernement, de son côté, appuie sans vergogne sur les hésitations du corps militant. Pour l'exécutif, la mobilisation actuelle serait le fait des gros bastions traditionnels de la CGT, noyau d'irréductibles et de « radicaux », une « minorité » à contre-courant. L'argumentaire s'appuie notamment sur l'analyse à grands traits du dernier congrès de la CGT, en avril dernier à Marseille, qui a effectivement consacré la fin du « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT – fracturé par la profonde divergence sur la loi El Khomri –, et prôné une ligne dure, faisant craindre à certains observateurs une forme de « repli sur soi ».

« On est pour un syndicalisme de lutte, un syndicalisme de classe, et on bosse avec ceux qui sont sur cette ligne. Les autres, on n'a pas besoin d'eux », assurait en écho jeudi dernier Reynal Kubecki, le secrétaire CGT de l'Union locale du Havre. L'image accolée à Philippe Martinez, ancien métallo de Boulogne-Billancourt,

moustache d'Astérix et contre-exemple parfait du louvoyant Thierry Le Paon, rentre à merveille dans ce tableau.

Mais cette analyse résiste mal à la réalité composite du printemps social de 2016. Les huit appels à la grève sont portés depuis trois mois par une intersyndicale constituée également, pour les organisations professionnelles, par FO, la FSU et Solidaires. Sur les blocages pétroliers et dans les raffineries, un certain nombre de syndiqués FO sont mobilisés (voir en illustration cette vidéo sur le blocage à Feyzin). Dans les centrales, ils devraient aussi être présents : la fédération FO Énergie et Mines s'est officiellement associée mercredi aux journées de grève et de manifestations du 26 mai et 14 juin.

Les routiers, majoritairement affiliés à la CFDT, n'ont pas attendu l'appel de Laurent Berger pour bloquer les routes, la semaine dernière, avant de rentrer dans le rang sur la promesse que la loi El Khomri soit « neutralisée » dans leur branche. Enfin, au sein de l'appel unitaire « On bloque tout ! », 1 500 syndicalistes d'horizons différents et une centaine de syndicats, unions locales, fédérations et structures nationales d'obédience syndicale large, sont rassemblés. « Le gouvernement, qui est minoritaire au sein de sa propre majorité, n'a pas de leçon de démocratie à nous donner, ironise Emmanuel Lépine. Il y a du monde de manière continue dans la rue depuis trois mois, 1,5 millions de personnes ont dit non à la loi sur le travail en signant la pétition. Seulement, les grèves presse-bouton, même à la CGT, ça n'existe pas... La grève est un droit individuel, ce sera toujours aux salariés de décider. »

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Emmanuel Macron : « Il faut aller plus loin que la loi El Khomri »

Nicolas Barré Dominique Seux Emmanuel Grasland



Emmanuel Macron, ministre de l'économie à Bercy le 22 mai 2016 - Bruno Levy pour Les Echos

Le ministre de l'Economie détaille pour « Les Echos » la marche à suivre pour relancer l'industrie française.

Dans un entretien aux « Echos », le ministre de l'Economie dresse un état des lieux de la santé de l'industrie française, un an après le lancement de la deuxième phase de la Nouvelle France industrielle. Il invite les dirigeants d'entreprise à privilégier l'investissement productif et la formation plutôt que les salaires et les dividendes.

Emmanuel Macron demande également aux conseils d'administration de plus respecter les actionnaires, tout en rappelant que la loi ne peut pas plafonner la rémunération des dirigeants. Le ministre de l'Economie veut également « élargir la loi travail ».

Un an après le lancement du plan Industrie du futur, quel est votre diagnostic de l'état de l'industrie française ?

Regardons d'où nous venons. L'industrie française s'est développée via un capitalisme d'Etat et un capitalisme familial. Elle s'est appuyée sur des entreprises fortes sur leur marché domestique, qui sont ensuite allées sur les marchés internationaux. A partir des années 1990-2000, l'industrie française a raté, dans l'ensemble, le tournant de la montée en gamme et de la robotisation. Certains secteurs ont réussi en se différenciant par la qualité comme le luxe ou l'aéronautique. Cela n'a

pas été le cas de l'électronique ou de la machine-outil. L'automobile, qui s'est plutôt positionnée sur le moyen de gamme, a vécu des moments très durs. Ces erreurs ont eu un coût. Nous avons perdu plus d'un million d'emplois depuis 2000. Et nous avons débuté cette décennie dans une situation historiquement fragile. Il nous reste quoi au final ? Des grands groupes qui restent en France à travers leurs centres de décision et ont développé leurs opérations dans le reste du monde. Un lien bien fragile à l'heure de la mondialisation. Et un « Mittelstand » très faible parce qu'on n'a pas réussi à consolider nos PME et à les faire grandir.

Quelle est la responsabilité de l'Etat dans ce bilan ?

L'Etat a commis une double erreur. La première a été de penser durant les années 90 qu'il ne devait plus y avoir de politique industrielle, dans une sorte de fascination pour le « fables », les services et le monde financier. La seconde a été l'idée qu'on pouvait intervenir sur des secteurs, faire du colbertisme ponctuel, sans se préoccuper des conditions macro-économiques.

Et aujourd'hui, est-ce que « ça va mieux » dans l'industrie ?

Le retournement est en cours. On a parlé secteur, examinons la situation, fonction par fonction. Sur la R&D, nous sommes compétitifs parce qu'on a une recherche académique efficace, un bon niveau de formation et un dispositif attractif avec le crédit impôts recherche. Mais l'interaction entre l'écosystème académique et entrepreneurial doit encore s'améliorer, même si, ces quinze dernières années, elle a beaucoup progressé. A l'inverse, sur les centres de décision, nous avons un véritable sujet d'attractivité : nous ne sommes pas compétitifs au plan fiscal et des pays sont plus avantageux sur le plan réglementaire ou de la gouvernance. Dans ce contexte difficile, il nous faut absolument des règles plus stables et prévisibles, une situation fiscale plus attractive et une gouvernance irréprochable.

Et les usines ?

Sur la fonction production, nous avons rattrapé une bonne partie de notre retard compétitivité-coût des années 2000 via le pacte de responsabilité, le CICE et la fin de la modération allemande depuis 2013. Mais il faut tenir et maintenir l'impact de cette dévaluation fiscale. Et la clef, c'est la modération salariale.

Vous demandez aux industriels français de tenir les salaires ?

Je leur dis : « Ayez une préférence pour l'investissement et l'emploi-formation plutôt que pour les dividendes et les salaires ! » Pour relancer l'industrie française, il faut du temps et il faut privilégier l'investissement productif. Pour les salaires, il faut privilégier des négociations salariales au plus proche de la situation de l'entreprise.

Cela veut dire aller plus loin que la loi El Khomri, qui se limite essentiellement au temps de travail ?

Oui. Il faudra élargir le champ de la négociation collective au niveau de l'entreprise à d'autres domaines. Plus on ira vers l'entreprise, plus ce sera efficace. On ne peut pas prétendre aimer l'industrie et refuser les conditions de son succès. L'opinion est intelligente et elle évolue. La majorité des Français veut travailler, veut des progrès, est lucide.

Sur quels autres leviers peut-on agir pour relancer l'industrie française ?

Le premier pilier, c'est d'assumer une politique de souveraineté dans les secteurs dans lesquels la place de l'Etat comme actionnaire se justifie, comme la défense ou l'énergie. Nous devons de même avoir une politique volontariste et défensive pour les filières indispensables à notre économie comme l'acier. Les Etats-Unis ont imposé des droits de douane de 500 % sur certains aciers laminés chinois, l'Europe s'est contentée d'à peine 20 %. Nous devons moderniser les règles antidumping en Europe. Et là nous sommes face à des pays comme la Grande-Bretagne, qui ont une approche beaucoup plus libérale que nous et qui ne veulent pas augmenter les droits de douanes auprès des pays tiers. C'est à mon avis une faute. Il ne s'agit pas de s'opposer à la concurrence, mais d'être intraitable contre la concurrence déloyale. Le deuxième pilier de notre politique industrielle, c'est la construction des champions de demain, avec la French Tech, la naissance de 1.500 start-up chaque année. Le troisième, c'est la transformation de notre appareil productif, via la Nouvelle France industrielle.

"La majorité des Français veut travailler, veut des progrès, est lucide."

Voilà un an, vous avez totalement remis à plat sa structure...

La frontière entre produits et services a tendance à disparaître. J'ai mis fin aux 34 plans du début que je trouvais trop verticaux et dispersés pour concentrer l'effort sur neuf solutions, comme les objets intelligents ou la mobilité écologique. Ce sont des marchés à 5 ans et non pas à 30 ans. Et ce sont les acteurs industriels qui portent ces solutions, et pas l'Etat. Cette Nouvelle France industrielle doit permettre de monter en gamme pour être plus compétitifs. La matrice de tout cela, c'est l'Industrie du futur, ce programme de numérisation de l'industrie, qui est la réplique de la fameuse « Industrie 4.0 » allemande . Nous incluons les PME dans cette approche, avec déjà 1.500 entreprises qui ont réalisé un audit de leur appareil de production.

Réaliser un audit, c'est bien mais combien de PME investissent ensuite ?

Si on ne met que de l'argent, cela ne marche pas. Dans le passé, l'Etat a mis des guichets avec des fonds publics et c'était toujours les mêmes qui venaient les chercher : les grands groupes. Pourquoi ? Parce que la PME n'était pas au courant ou se disait que c'était trop compliqué. Certaines filières vertueuses ont su tirer leurs PME comme l'aéronautique, mais d'autres les ont affaiblies avec une politique centrée sur la réduction des coûts. L'Alliance pour l'industrie du futur permet de coupler cet accompagnement avec des soutiens financiers (fonds propres, prêts, aides fiscales) pour un total avoisinant les 10 milliards d'euros. Elle met aussi en oeuvre une vraie politique de formation des salariés dans l'entreprise.

Quels sont les premiers produits issus de la Nouvelle France industrielle ?

On peut citer le véhicule autonome, l'avion électrique E-Fan, des appels à projet sur l'hydrogène... Au total, 1.000 projets ont été accompagnés.

Mais tous ces projets existaient déjà avant la Nouvelle France industrielle...

Oui, mais il y avait auparavant des stratégies divergentes et non coordonnées. Quand nous avons fait du 2 litres au 100 une des solutions de la Nouvelle France industrielle, cela a permis de réunir Valeo, Faurecia, Michelin, Renault et PSA. Si l'Etat ne déclenche pas l'initiative, les

entreprises ne se mettent pas autour de la table... Notre rôle, c'est de focaliser les budgets du Programme d'investissements d'avenir (PIA) sur des priorités. Cela évite des stratégies non coopératives entre des acteurs français et un gaspillage de financement public.

Que répondez-vous à tous ceux qui, y compris dans la majorité, vous reprochent de consacrer beaucoup de temps à la politique, au détriment - disent-ils - de votre activité de ministre ?

Ceux qui me reprochent cela n'ont pas compris que depuis ma nomination comme ministre, j'ai un rôle politique. Il n'y a pas, d'un côté, les ministres techniciens et, de l'autre, les grands politiques. La politique est la transformation du réel et j'attends, moi, que tous ceux qui, en réalité, font surtout de la politique politicienne disent comment ils proposent de transformer le pays ! J'assume totalement d'avoir créé un mouvement politique parce que je pense que c'est le seul moyen de restructurer l'offre politique française. Mon mouvement, En Marche !, me prend-il du temps sur mon temps de ministre ? Non, regardez mon agenda ! Tous ces reproches ne m'ébranlent pas. Au contraire, ils montrent que la politique est effectivement considérée par beaucoup de ceux qui en vivent comme une profession réglementée. C'est cela aussi que nous devons changer.

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Blocages : le patronat «tire le signal d'alarme»



Barricade dressée par des militants CGT près de la raffinerie de Donges (Loire-Atlantique). Crédits photo : STEPHANE MAHE/REUTERS

Les entreprises commencent à tourner au ralenti à cause du durcissement du mouvement de grève lancé par la CGT qui bloque les raffineries. L'ensemble des organisations patronales interpelle le gouvernement.

La situation devient difficile pour les entreprises. Le patronat interpelle ce mercredi matin le gouvernement pour qu'il mette fin à la stratégie de blocage adoptée par la CGT pour obtenir le retrait du projet de loi El Khomri. «Nous, représentants des entreprises, tirons aujourd'hui le signal d'alarme. Les grèves dans les transports et les difficultés d'approvisionnement en carburant commencent à impacter l'activité économique dans notre pays», lance, dans un rare communiqué commun, l'ensemble des organisations patronales. Toutes, malgré leurs différends, ont signé le texte: Medef, CGPME, UPA (artisans), FNSEA (agriculteurs), UNAPL (libéraux) et Udes économie sociale et solidaire.

Le leader de la CGT, Philippe Martinez, se défend d'être «coupé des salariés»? Les employeurs lui répondent que «cette situation ne peut perdurer sans conséquences graves pour les entreprises mais également pour les salariés, confrontés à des difficultés quotidiennes grandissantes». En effet, «certaines entreprises tournent au ralenti, les plus fragiles d'entre elles voyant même leur existence

menacée».

«Il y a un droit de la grève»

Philippe Martinez a beau prévenir les velléités de «s'opposer au droit de grève»? Medef, CGPME, UPA, UNAPL, FNSEA et Udes répondent qu'on en n'est plus là. «Si la grève est un droit, il y a également un droit de la grève qui ne peut avoir pour seule finalité de semer le désordre». Selon les organisations, «la surenchère actuelle dépasse le cadre acceptable d'un mouvement de contestation, estime-t-il. La violence des propos et des actes ne sont pas admissibles».

Le patronat s'aligne même sur le discours du syndicat réformiste CFDT au sujet des conséquences politiques du jusqu'au-boutisme de la CGT. «Si l'on préfère miser sur l'extrême gauche en lui accordant une place surdimensionnée à un moment où par ailleurs le FN prospère, ce sera la porte ouverte à l'hystérisation, la fragmentation et la radicalisation de notre société», a déclaré Laurent Berger au Parisien ce mercredi. Les chefs d'entreprise ne disent pas autre chose: «Les acteurs du dialogue social, quels qu'ils soient, doivent, eux, mesurer les conséquences de leurs

actes dans un contexte économique difficile conduisant à des replis identitaires».

Bref, les entreprises en appellent au gouvernement pour débloquer la situation. Le premier ministre a assuré que telle était sa volonté. «Nous continuerons à évacuer les sites, les dépôts qui sont aujourd'hui bloqués par cette organisation», a-t-il déclaré mardi soir.

Le patron du Medef, par ailleurs, a réagi en son nom ce mercredi midi, plaçant dos à dos gouvernement et CGT.

«Ce sont des méthodes irresponsables qui vont déboucher sur la fragilisation du pays et sur du chômage à terme.»

Pierre Gattaz, président du Medef

«Ce sont des méthodes irresponsables qui vont déboucher sur la fragilisation du pays et sur du chômage à terme», a alerté Pierre Gattaz dans une brève déclaration à l'AFP. Il a également appelé le gouvernement à «redresser» la loi travail qui, selon lui, «ne servira à rien» si elle est maintenue dans son état actuel.

LE FIGARO · fr

**A Suivre...
La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog

